



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 juillet 2019  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quatorzième session**  
Point 78 de la liste préliminaire\*  
**Responsabilité pénale des fonctionnaires  
et des experts en mission des Nations Unies**

## **Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application des paragraphes 31 et 32 de la résolution [73/196](#) de l'Assemblée générale. On trouvera dans la section II un résumé des informations communiquées par les gouvernements sur la question de savoir si leur droit interne établit leur compétence à l'égard de leurs nationaux ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. La section III présente un résumé des informations communiquées par les gouvernements sur le traitement, par l'État de nationalité de l'intéressé, des allégations crédibles indiquant qu'une infraction pénale aurait été commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies et les questions connexes. La section IV donne un aperçu de la coopération pratiquée par les États entre eux et avec l'Organisation des Nations Unies pour ce qui est d'échanger des informations et de faciliter les enquêtes et les poursuites, ainsi que de la protection des victimes et des témoins tout au long de la procédure. On trouvera à la section V un résumé des informations sur la vérification des antécédents communiquées par les États Membres qui fournissent du personnel à l'Organisation des Nations Unies. La section VI donne un aperçu des commentaires communiqués par les gouvernements concernant le rapport du Groupe d'experts juridiques sur la question de la responsabilité des fonctionnaires de l'ONU et des experts en mission ayant commis des infractions pénales dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ([A/60/980](#)), notamment les mesures à prendre à l'avenir. Les sections VII et VIII traitent d'activités menées au Secrétariat.

\* [A/74/50](#).



## I. Introduction

1. Établi en application de la résolution [73/196](#), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution, en particulier de ses paragraphes 10, 12, 13, 15, 18, 20 et 30, et des problèmes concrets rencontrés à cette occasion, en se fondant sur les informations reçues des Gouvernements et du Secrétariat, le présent rapport propose un résumé des informations communiquées par les Gouvernements et le Secrétariat comme suite aux dispositions susmentionnées. Le texte intégral des communications reçues des Gouvernements sera publié sur le site de la Sixième Commission (<http://www.un.org/fr/ga/sixth/>).
2. Ont communiqué des informations les pays ci-après : Allemagne, Autriche, Bélarus, El Salvador, Finlande, Grèce, Iraq, Norvège, Suisse et Turquie.
3. La section II comporte les informations communiquées au sujet de la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, comme suite au paragraphe 10 de la résolution [73/196](#), la section III étant consacrée à celles communiquées en application des paragraphes 18 à 20 de la résolution, et la section IV à celles transmises comme suite du paragraphe 12, cependant que la Section V traite des informations résultant du paragraphe 13 de la résolution et la section VI de celles découlant du paragraphe 15.
4. Les sections VII et VIII sont consacrées aux activités menées au Secrétariat en application des paragraphes 6, 13, 14, 18 à 24 et 32 de la résolution.
5. Le présent rapport doit être rapproché des autres rapports présentés par le Secrétaire général au titre du point relatif à la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies<sup>1</sup>. Comme le Secrétaire-général l'a dit dans ses précédents rapports, le présent rapport et le travail accompli par la Sixième Commission n'envisagent qu'un aspect des activités que l'Organisation des Nations Unies consacre à la question de la responsabilité pénale à son sein. Il est institué à l'ONU en matière de responsabilité divers mécanismes d'établissement de rapports qui intéressent aussi en partie la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Comme le Secrétaire général l'a noté dans ses précédents rapports (voir, par exemple, [A/72/205](#)), d'autres rapports résultant d'autres mandats peuvent présenter quelque intérêt sur ce sujet<sup>2</sup>.

## II. Établissement de la compétence à l'égard des infractions graves

### Autriche

6. L'Autriche a fourni des informations actualisées (voir les précédentes informations communiquées dans les rapports [A/63/260](#) et [A/72/205](#)) concernant la possibilité d'une compétence extraterritoriale prévue à l'article 64 de son Code pénal. Elle a indiqué que les tribunaux autrichiens avaient compétence, indépendamment du droit applicable sur le lieu des faits, à l'égard des actes de terrorisme, de leur financement, de la formation au terrorisme, des déplacements à des fins de terrorisme et de la provocation à la commission d'actes de terrorisme, ainsi qu'à l'égard de l'approbation de tels actes commis, notamment, par un ressortissant autrichien à

<sup>1</sup> [A/73/155](#), [A/73/129](#), [A/73/128](#), [A/72/205](#), [A/71/167](#), [A/70/208](#), [A/69/210](#), [A/68/173](#), [A/67/213](#), [A/66/174](#) et [A/66/174/Add.1](#), [A/65/185](#), [A/64/183](#) et [A/64/183/Add.1](#), [A/63/260](#) et [A/63/260/Add.1](#).

<sup>2</sup> Voir, par exemple, [A/74/64](#), [A/73/744](#) et [A/73/688](#).

l'étranger ou par un ressortissant étranger ayant (y compris au moment des actes en question ou au début des poursuites pénales) sa résidence habituelle ou se trouvant sur son territoire et ne pouvant être extradé.

### **Bélarus**

7. Le Bélarus a réitéré les informations qu'il avait communiquées précédemment (voir [A/64/183](#)), confirmant en particulier que bien qu'il n'existe en droit bélarussien aucune disposition relative à la responsabilité pénale de ses ressortissants auteurs d'infractions alors qu'ils avaient la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies, les intéressés peuvent être tenus pénalement responsables si les actes en question sont érigés en infractions dans son droit pénal.

8. Le Bélarus a indiqué en outre que les questions relatives à la responsabilité pénale des personnes en mission pour les Nations Unies et à l'établissement de la compétence étaient également régies par les instruments qu'il avait conclus avec l'ONU. Il a fait observer qu'en application de l'article 7 quinquies du mémorandum d'accord sur la mise à disposition de ressources pour la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) conclu le 9 août 2011 entre l'Organisation et son Gouvernement, s'agissant des infractions qu'il pourrait commettre pendant son affectation à la FINUL, le personnel militaire ou civil soumis à la législation interne du contingent national fourni par le Gouvernement bélarussien relevait de la compétence exclusive des tribunaux bélarussiens.

### **El Salvador**

9. El Salvador a confirmé les informations communiquées précédemment (voir [A/65/185](#), [A/67/213](#) et [A/69/210](#)), en particulier que les principes de territorialité, de nationalité et d'universalité étaient inscrits dans le Code pénal et le Code de procédure pénale salvadoriens, ce qui permettait de poursuivre les auteurs d'infractions commises sur le territoire national ou en dehors de celui-ci, dès lors que certaines conditions étaient remplies. À ce propos, El Salvador a également confirmé que son droit interne contenait des dispositions permettant d'engager des poursuites judiciaires contre les fonctionnaires et les experts en mission des Nations Unies auteurs d'infractions. Ces dispositions s'appliquent notamment dans les cas visés par le droit pénal salvadorien, les règles subsidiaires relatives à l'exercice de la compétence territoriale et la coopération dans les enquêtes internationales.

10. El Salvador a en outre indiqué que sa Constitution contenait des dispositions encadrant l'extradition et la compétence en cas d'infractions commises à l'étranger.

### **Allemagne**

11. L'Allemagne a réitéré les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/63/260](#) et [A/73/129](#)).

### **Grèce**

12. La Grèce a complété les informations communiquées à l'occasion de précédents rapports (voir [A/68/173](#) et [A/70/208](#)) et fait état des modifications apportées à l'article 8 de son Code pénal qui établit la compétence universelle à l'égard des infractions qui y sont énumérées, et dont le paragraphe h) couvre désormais également les infractions suivantes : le viol ou les abus sexuels commis sur des enfants ; la séduction d'enfants ; les atteintes sexuelles commises sur des enfants et constitutives de crimes ; la détention d'images pornographiques mettant en scène des enfants ; la prostitution d'enfants ; la disparition forcée de personnes.

**Iraq**

13. L'Iraq a souligné que la souveraineté des États était importante et que ces derniers étaient aptes à appliquer leur droit interne et à exercer leur compétence à l'égard des infractions commises en dehors de leur juridiction territoriale par leurs ressortissants ayant qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies, en vertu du principe de compétence *ratione personae* et de l'applicabilité du droit interne d'un État à ses ressortissants ayant commis des infractions à l'étranger.

14. L'Iraq a indiqué qu'en vertu du paragraphe 12, son Code pénal, s'appliquait a) à tout fonctionnaire ou agent iraquien qui commet un crime ou un délit à l'étranger, tel que prévu par ses dispositions, dans l'exercice de ses fonctions ou en conséquence de cet exercice ; b) à tout fonctionnaire du corps diplomatique iraquien qui commet un crime ou un délit à l'étranger, tel que prévu par les dispositions du Code pénal, et qui jouit de l'immunité en vertu du droit international.

**Norvège**

15. La Norvège a confirmé les informations communiquées précédemment (voir [A/72/126](#)) et les a complétées. Elle a indiqué que dans la mesure où elle était compétente à l'égard des infractions commises par ses ressortissants au titre de l'article 5 de son Code pénal, elle avait également compétence pour connaître des infractions commises à l'étranger par des ressortissants norvégiens ayant qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies.

**Suisse**

16. La Suisse a réitéré les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/63/260](#), [A/66/174](#), [A/67/213](#), [A/71/167](#), [A/72/205](#) et [A/73/129](#)).

**Turquie**

17. La Turquie a confirmé les informations qu'elle avait communiquées précédemment (voir [A/73/129](#)) et expliqué que les articles 10, 11 et 13 de son Code pénal s'appliquaient si des ressortissants turcs devaient commettre, en son nom, des infractions graves à l'étranger, dans l'exercice de leurs fonctions à l'ONU. À l'article 5 du Code pénal, il est précisé que les tribunaux nationaux ont compétence *ratione loci* pour connaître des infractions commises à l'intérieur des frontières du pays et que des mécanismes sont en place pour sanctionner les auteurs en vertu du principe de territorialité, quelle que soit leur nationalité.

18. L'article 10 du Code pénal dispose qu'une personne qui commet une infraction à l'étranger dans le cadre de ses fonctions officielles au nom de la Turquie peut être jugée en Turquie, même si elle a été condamnée dans un pays étranger pour les mêmes faits. Dans ce cas, la nationalité de la personne concernée n'a aucune importance, le facteur déterminant étant de savoir si il ou elle exerçait des fonctions officielles au nom de la Turquie. En outre, les ressortissants turcs peuvent être sanctionnés par la Turquie, à condition que l'infraction commise à l'étranger remplissent les critères énoncés à l'article 11 ou figure parmi celles énumérées à l'article 13. La Turquie a précisé que, compte tenu de ces dispositions, sa compétence s'exerçait pleinement à l'égard des infractions commises aussi bien par des fonctionnaires en mission officielle à l'étranger que par ses ressortissants à l'étranger.

### **III. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis quelque infraction, et questions connexes**

#### **El Salvador**

19. El Salvador a indiqué que son Ministère de la défense n'avait observé aucune situation au cours de laquelle le personnel participant à une mission officielle aurait commis des infractions. Lorsqu'une infraction pénale est commise, le Ministère de la défense est tenu de coopérer avec l'État hôte dans l'enquête ouverte ou de lancer les poursuites prévues par la loi.

#### **Finlande**

20. Rappelant les observations qu'elle a faites précédemment (voir [A/72/205](#) et [A/73/129](#)), la Finlande a déclaré n'avoir été saisie d'aucune infraction grave commise par des nationaux finlandais ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies. Si des allégations en ce sens devaient être formulées, elle prendrait toutes les mesures nécessaires pour mener l'enquête et poursuivre les auteurs de tels actes, conformément au droit finlandais.

#### **Suisse**

21. La Suisse a réitéré les vues qu'elle avait présentées précédemment (voir [A/73/129](#)) et confirmé avoir été saisie de plusieurs situations dans lesquelles les infractions alléguées, bien que n'étant pas le fait de ressortissants suisses, auraient été commises sur son territoire. En 2017 et 2018, la Suisse avait informé le Secrétaire général des mesures prises dans ces affaires.

### **IV. Coopération entre les États et entre ces derniers et l'Organisation des Nations Unies aux fins d'échanges d'information, de la conduite d'enquêtes et de poursuites, et de la protection des victimes et témoins en cours d'instance**

#### **Autriche**

22. Rappelant les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/64/183](#)), l'Autriche a présenté des informations actualisées (voir [A/72/205](#)) pour ce qui est de la protection des victimes et des témoins prévue aux articles 65 et 66 de son Code de procédure pénale. Elle a indiqué que, conformément à l'article 66, paragraphe 2, les victimes d'actes de violence, de menaces dangereuses ou d'infractions sexuelles, ou les victimes dont la situation personnelle aurait pu être exploitée par de telles infractions, ainsi que les conjointes ou conjoints, compagnes ou compagnons, parents en ligne directe, frères et sœurs ou d'autres personnes à charge d'une personne dont la mort pourrait avoir été causée par une infraction pénale, ou d'autres parents qui auraient été témoins de telles infractions, de même que les victimes d'infractions terroristes (voir l'article 278, paragraphe c), du Code pénal) avaient droit à une aide psychosociale ou juridique, qui avait pour but de préserver les droits de la victime tout au long de la procédure pénale.

#### **Bélarus**

23. Le Bélarus a déclaré qu'à ce jour, ses services de répression n'avaient reçu aucune requête ou demande d'autres États tendant à obtenir l'ouverture de poursuites

pénales contre des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies soupçonnés d'avoir commis des infractions dans l'exercice de leurs fonctions. Si des requêtes ou demandes de cette nature devaient être formulées concernant des nationaux biélorussiens en mission pour les Nations Unies, des ressortissants d'autres États ou des apatrides, les autorités judiciaires biélorussiennes compétentes avaient le pouvoir de mener les poursuites pénales dans toute la rigueur de la loi.

24. Le Bélarus a également indiqué que les droits des victimes, des témoins et d'autres personnes de bénéficier d'une protection, y compris les procédures juridiques assurant la sécurité des parties prenantes à une procédure pénale, étaient prévus dans sa législation.

#### **El Salvador**

25. El Salvador a indiqué qu'au cas où une infraction serait commise sur son territoire par du personnel en mission dans le pays, diverses garanties de procédure étaient prévues par la loi, ainsi que des dispositions particulières protégeant les victimes et les témoins d'infractions graves, y compris une loi générale spéciale de lutte contre la violence à l'égard des femmes.

#### **Allemagne**

26. L'Allemagne a réitéré les informations qu'elle avait communiquées précédemment (voir [A/63/260](#) et [A/73/129](#)).

#### **Iraq**

27. L'Iraq a fait savoir que l'entraide judiciaire et l'extradition étaient examinées en détail dans les articles 353 et 368 de son Code de procédure pénale (loi n° 23 de 1971). Il a indiqué en outre qu'il avait adopté la loi portant protection des témoins, experts, victimes et lanceurs d'alerte (loi n° 58 de 2017), qui s'applique à tout témoin ou victime, indépendamment de la question de savoir si les infractions ont été commises par des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies.

28. L'Iraq a insisté sur l'importance que revêtait l'assistance technique apportée par les États et les organisations internationales à d'autres États, en ce qu'elle permettait de réunir, contre les auteurs d'infractions commises en dehors des limites territoriales de leur État de nationalité, des preuves utiles pour établir leur culpabilité ou éviter qu'ils n'échappent à toute sanction au motif qu'ils étaient fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies au moment des faits.

#### **Norvège**

29. La Norvège a indiqué qu'elle pouvait aider les États lors des enquêtes pénales, des procédures pénales ou d'extradition visant des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies auteurs d'infractions graves, y compris pour le recueil d'éléments de preuve, conformément à la loi sur l'extradition du 13 juin 1975 et aux traités d'extradition et d'entraide judiciaire en vigueur.

30. La Norvège a fait observer que les informations et autres pièces communiquées par l'ONU dans le cadre de procédures pénales ouvertes en Norvège contre des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies auteurs d'infractions graves pouvaient être utilisées dans le respect du Code de procédure pénale.

31. Pour ce qui est de la protection des témoins, la Norvège a déclaré que le Code de procédure pénale, le Code pénal et la loi sur les tribunaux énonçaient des dispositions en la matière, notamment en ce qui concerne les témoins d'infractions graves imputées à des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies. La

loi de procédure criminelle fixe un cadre pour la protection des témoins. Elle prévoit par exemple, en son article 130, paragraphe a), des mesures de protection de l'identité d'un témoin dans le cas de certaines infractions, telles que les agressions sexuelles et les voies de fait aggravées. En outre, conformément à la loi sur les tribunaux, ceux-ci peuvent également ordonner des mesures de protection, telles que l'audition à huis clos des témoins (article 125).

#### **Turquie**

32. Rappelant les informations qu'elle avait communiquées précédemment (voir [A/73/129](#)), la Turquie a confirmé que sa législation actuelle encadrait suffisamment l'exercice de la compétence, l'échange d'éléments de preuve et la protection des témoins au regard de la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission.

## **V. Vérification des antécédents par les États Membres fournisseurs de personnel à l'Organisation des Nations Unies**

#### **El Salvador**

33. El Salvador a indiqué qu'avant d'envoyer du personnel en mission de paix, le Centre de formation aux opérations de paix de ses forces armées formait ses soldats aux droits de l'homme, au droit international humanitaire et aux règles d'éthique établies par l'ONU, et leur donnait des instructions dans ces matières<sup>3</sup>.

#### **Allemagne**

34. L'Allemagne a réitéré les informations qu'elle avait communiquées précédemment (voir [A/63/260](#) et [A/73/129](#)).

## **VI. Observations sur le rapport du Groupe d'experts juridiques, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner**

#### **Bélarus**

35. Le Bélarus a fait savoir qu'il voyait d'un bon œil l'initiative visant à élaborer un traité universel sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, et qu'il accueillait favorablement la proposition de projet de convention, telle qu'elle figurait dans le rapport du Groupe de juristes.

36. Le Bélarus a proposé d'intégrer les éléments suivants dans le traité : a) une description détaillée des actes délictuels concernés, passibles de sanctions pénales ; b) l'obligation faite aux États parties de prendre les mesures institutionnelles et juridiques nécessaires pour incorporer ces actes dans leur droit interne et les ériger en infraction ; c) des dispositions encadrant la lutte contre l'impunité et fixant des délais de prescription. Le Bélarus a proposé en outre que les questions suivantes soient régies par le traité ; d) l'immunité des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies et les modalités de levée de cette immunité ; e) les procédures

<sup>3</sup> Manuel des règles et procédures régissant les remboursements et le contrôle relatifs au matériel appartenant aux forces militaires ou de police des pays qui participent aux opérations de maintien de la paix, politique de tolérance zéro à l'égard de la commission d'infractions dans le cadre de missions de paix et dispositions des mémorandums d'accord pertinents de chaque mission.

permettant de déterminer la compétence à l'égard des infractions pénales concernées, y compris la possibilité de créer des tribunaux internationaux ou mixtes en cas de défaillance du système judiciaire de l'État du territoire où l'infraction a été commise ; f) les aspects de l'administration de la justice, de l'assistance juridique, de l'extradition et du transfert des personnes condamnées pour qu'elles puissent purger leur peine. Le Bélarus a fait observer que l'entrée en vigueur du traité permettrait aux États parties d'harmoniser la manière dont ils abordaient ces questions juridiques.

### **El Salvador**

37. El Salvador a relevé à quel point il pouvait être complexe d'uniformiser les procédures pénales et souligné l'importance de la souveraineté de l'État. À cet égard, il a estimé que le projet de convention proposé par le Groupe de juristes pouvait être un moyen d'établir une norme aux fins de déterminer la compétence de chacune des parties. Il a également appelé l'attention sur l'importance de la réciprocité, s'agissant en particulier de la coopération. El Salvador a en outre déclaré que la ratification d'une telle convention nécessiterait la mise en place d'un cadre juridique national approprié ou l'adoption de nouvelles lois allant dans le sens des dispositions de la convention.

38. El Salvador s'est dit d'avis que le projet de convention sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies pouvait être utile en cas de vide juridique, en particulier dans les États qui ne disposaient pas de l'arsenal juridique nécessaire pour traiter ces questions. Il a réaffirmé que la législation nationale contenait les dispositions requises pour que les infractions commises par des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies ne restent pas impunies et que ceux qui s'en sont rendus coupables soient traduits en justice.

### **Finlande**

39. La Finlande a de nouveau déclaré (voir [A/73/129](#)) qu'elle était disposée à examiner une proposition tendant à l'institution d'un cadre juridique international général qui viendrait mettre fin à l'impunité des actes criminels commis par des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies.

### **Suisse**

40. Rappelant les vues qu'elle avait exprimées précédemment (voir [A/71/167](#), [A/72/205](#) et [A/73/129](#)), la Suisse s'est félicitée de la décision prise par l'Assemblée générale de poursuivre l'examen du rapport du Groupe de juristes à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission, et a souligné l'importance des observations formulées par les États Membres sur le rapport et en ce qui concerne la suite à lui donner. Elle a fait observer que, pour que le groupe de travail progresse, les États Membres devaient réfléchir davantage aux mesures qui pourraient et devraient être prises pour combler les lacunes existantes et faire en sorte que les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ayant commis des infractions pénales soient effectivement traduits en justice.



## **VII. Suite donnée par les États aux allégations crédibles laissant présumer que leurs ressortissants ayant la qualité de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies ont commis quelque infraction, et questions connexes**

41. Aux paragraphes 18 à 24 et 28 à 32 de sa résolution [73/196](#), l'Assemblée générale a demandé instamment aux États Membres de communiquer des informations au Secrétaire général, prié ce dernier de lui fournir certains renseignements et demandé à l'Organisation de prendre certaines mesures concernant la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies.

### **Actes criminels commis par des membres du personnel déployés dans des missions**

42. Le Secrétaire général a continué d'estimer que tout fonctionnaire de l'ONU ou agent d'une autre catégorie déployé dans une mission ayant commis des actes criminels devait être poursuivi à la mesure de la gravité de ces actes. Il doit en être ainsi spécialement en présence de cas d'agressions sexuelles constituant des crimes au regard de la législation de l'État d'accueil ou d'origine de l'auteur présumé, notamment de relations sexuelles non consensuelles ou de relations sexuelles avec des mineurs. Au cours de la période considérée, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité des personnes concernées 21 affaires liées à des infractions pénales présumées mettant en cause des membres du personnel des missions, dont 1 dossier d'exploitation et d'atteintes sexuelles (voir annexe I).

43. Comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport précédent sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies ([A/73/129](#)), les missions de maintien de la paix ont continué de rendre compte annuellement des efforts menés en coopération avec les pays hôtes pour enquêter sur toutes infractions pénales imputées au personnel des Nations Unies et en poursuivre les auteurs.

### **Renvoi d'affaires mettant en cause des fonctionnaires ou experts en mission au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019**

44. La demande formulée au paragraphe 18 de la résolution [73/196](#) est semblable à celles que l'Assemblée générale a formulées au paragraphe 18 de la résolution [72/112](#) (voir [A/73/129](#), pour 2017/18), au paragraphe 17 de la résolution [71/134](#) (voir [A/72/205](#), pour 2016/17), au paragraphe 15 de la résolution [70/114](#) (voir [A/71/167](#), pour 2015/16) et au paragraphe 9 des résolutions [69/114](#) (voir [A/70/208](#), pour 2014/15), [68/105](#) (voir [A/69/210](#), pour 2013/14), [67/88](#) (voir [A/68/173](#), pour 2012/13), [66/93](#) (voir [A/67/213](#), pour 2011/12), [65/20](#) (voir [A/66/174](#), pour 2010/11), [64/110](#) (voir [A/65/185](#), pour 2009/10), [63/119](#) (voir [A/64/183](#), pour 2008/09) et [62/63](#) (voir [A/63/260](#), pour 2007/08).

45. Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019, le Bureau des affaires juridiques a renvoyé aux États de nationalité, par l'intermédiaire des missions permanentes concernées, 42 affaires relatives à 42 fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies à des fins d'enquête et d'engagement éventuel de poursuites. Parmi celles-ci, 4 portaient sur des allégations de corruption et de fraude, 20 sur des allégations de fraude, 9 sur des allégations de fraude aux prestations, 4 sur des allégations d'exploitation sexuelle et/ou de violences et 5 sur des allégations de vol. On trouvera plus de détails sur ces affaires, comme le prévoit le paragraphe 32 de la résolution [73/196](#), à l'annexe I du présent rapport.

**Informations communiquées par les États concernant tous actes d'enquête et de poursuites accomplis, le cas échéant, et assistance demandée au Secrétariat**

46. Conformément au paragraphe 20 de la résolution 73/196, le Secrétariat a demandé que les États auxquels des affaires avaient été renvoyées tiennent l'Organisation informée de toute mesure prise par les autorités nationales en rapport avec ces affaires et prié le Secrétaire général de suivre auprès des États concernés les affaires pour lesquelles aucune réponse n'avait été reçue. À la date d'établissement du présent rapport, le Secrétariat a été informé par deux États des mesures prises à l'égard des affaires qui leur ont été renvoyées au cours de la période considérée. On trouvera également à l'annexe I les réponses reçues de la part des États au cours de la période considérée concernant les affaires renvoyées lors de périodes antérieures.

**Informations sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007**

47. L'annexe I au présent rapport contient des informations sur les cas de renvoi d'allégations crédibles aux autorités nationales comme suite à la résolution 62/63 et aux résolutions suivantes sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Elle contient également des renseignements et des mises à jour communiquées par les États Membres pour y donner suite depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, et renseigne sur ces cas classés en diverses rubriques. On y trouvera en outre les dates auxquelles les demandes d'informations actualisées ont été adressées aux États par le Secrétaire général, comme l'Assemblée générale l'a demandé au paragraphe 32 de la résolution 73/196.

**Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites du chef d'infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies**

48. Au paragraphe 19 de sa résolution 73/196, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de demander à tous les États ayant informé l'Organisation d'enquêtes ou de poursuites concernant des infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies de lui rendre compte de l'évolution de ces enquêtes ou poursuites, pour autant que celles-ci ne s'en trouvent pas affectées. Conformément aux paragraphes 19 et 32 de cette résolution, on trouvera dans l'annexe II au présent rapport des renseignements sur 31 enquêtes ou poursuites à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission communiquées à l'Organisation pendant la période considérée et dont l'insertion dans le présent rapport n'a pas été contestée par l'État concerné. L'annexe II contient également des informations sur 18 affaires de la période précédente qui n'avaient pas été insérées dans le précédent rapport (A/73/129), soit parce que les États concernés s'y étaient opposés, soit parce que les informations y relatives n'étaient parvenues pour la première fois au Secrétariat qu'au cours de la période considérée dans le présent rapport.

**Utilisation éventuelle par les États exerçant leur compétence d'informations résultant d'enquêtes menées par l'Organisation des Nations Unies**

49. Au paragraphe 22 de sa résolution 73/196, l'Assemblée générale a prié l'Organisation, lorsque ses enquêtes sur des allégations donnaient à penser qu'une infraction grave avait pu être commise par un fonctionnaire ou expert en mission des Nations Unies, d'envisager toutes les mesures propres à permettre aux États de faire éventuellement usage des informations et pièces ainsi réunies aux fins des poursuites pénales qu'ils auraient engagées et ce, sans perdre de vue les droits de la défense. Dans le même sens, au paragraphe 24 de la résolution, elle a prié instamment l'Organisation de continuer à coopérer avec les États qui exerçaient leur compétence

en vue de leur fournir, dans le respect des règles applicables du droit international et des accords régissant les activités de l'Organisation, toutes informations et pièces utiles aux fins des poursuites pénales qu'ils engageaient.

50. Il importe à cet égard de rappeler que le cadre juridique applicable aux renvois d'affaires par l'Organisation et au rôle du Secrétaire général à cet égard est déjà défini dans un rapport précédent du Secrétaire général sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (voir [A/63/260](#), sect. IV).

51. L'Organisation des Nations Unies coopère avec les services chargés de l'application des lois et les autorités judiciaires des États Membres intéressés, conformément aux droits et obligations résultant pour elle de la Charte des Nations Unies et de la Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ainsi que des autres accords internationaux et principes de droit gouvernant la matière. Par suite, elle communique toutes informations ou tous documents utiles et lève, au cas par cas, l'immunité de toute personne dès lors que le Secrétaire général considère que cette immunité viendrait entraver le cours de la justice et pourrait être levée sans que les intérêts de l'Organisation s'en trouvent préjudiciés. En conséquence, l'Organisation peut communiquer à telles autorités compétentes toutes informations et pièces utiles en sa possession, celles-ci pouvant être caviardées en cas de besoin, sous réserve du respect de la confidentialité et des privilèges et immunités. Il convient de noter que l'Organisation des Nations Unies n'ayant pas compétence pour mener des enquêtes ou exercer des poursuites pénales, il appartient aux autorités judiciaires saisies par elle de toutes informations ou pièces d'en apprécier la valeur probante, y compris la recevabilité aux fins de toute instance.

#### **Protection des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies contre toutes mesures de rétorsion**

52. En ce qui concerne les informations demandées aux paragraphes 23 et 25 de la résolution [73/196](#), celles résultant des rapports précédents du Secrétaire général (voir, par exemple, [A/70/208](#), par. 34 et 35) sont toujours d'actualité. En outre, la version révisée de la circulaire du Secrétaire général sur la « Protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés » ([ST/SGB/2017/2/Rev.1](#)) a été publiée le 28 novembre 2017.

### **VIII. Mesures concrètes visant à renforcer les modalités de formation préalable au déploiement et de vérification des antécédents**

53. Le Secrétariat continue de mettre à la disposition des États Membres, dans le cadre de la formation préalable au déploiement de leur personnel militaire et de police, des documents sur la déontologie et la discipline, au sujet notamment de l'obligation faite à l'ensemble du personnel des Nations Unies de se conformer aux lois du pays hôte et des éventuelles conséquences de tout manquement à cette obligation. Les États Membres sont censés certifier avoir formé leur personnel aux questions de déontologie et de discipline. Une formation de base est également dispensée aux membres du personnel en tenue et aux fonctionnaires des Nations Unies dès leur arrivée dans les missions de maintien de la paix et les missions politiques spéciales. Le Secrétariat s'efforce actuellement de faire en sorte que cette formation de base aux questions de déontologie et de discipline soit dispensée dans l'ensemble de ses entités. Le programme de formation en ligne obligatoire sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles, lancé en septembre 2016 et disponible en versions anglaise et française, est toujours en cours de traduction et sera disponible

dans les autres langues officielles. La documentation proposée dans le programme a été adaptée et pourra être utilisée dans le cadre d'activités tenues ou non en présentiel, y compris par les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

54. Tous les membres du personnel des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales continuent d'être soumis à la vérification de leurs antécédents, le but étant de s'assurer qu'ils n'ont commis aucune faute, notamment des actes criminels, lors de déploiements précédents dans des missions. Des mesures sont actuellement prises pour que les personnes en cours de recrutement dans toutes les autres entités du Secrétariat soient également soumises à cette vérification. Les États Membres sont toujours tenus de certifier qu'ils ont vérifié que les personnels militaires et de police devant être affectés à des missions n'ont pas d'antécédents judiciaires ou disciplinaires, ni n'ont commis de violations des droits fondamentaux. Mise au point sous la direction du Bureau de la Coordonnatrice spéciale chargée d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, la base de données ClearCheck est désormais utilisée à l'échelle du système pour écarter tout membre du personnel des Nations Unies visé par des allégations fondées d'exploitation et d'atteintes sexuelles ainsi que de harcèlement sexuel ou ayant démissionné alors qu'il ou elle était visé par de telles allégations.

## Annexe I

## Informations supplémentaires sur la nature des allégations et informations communiquées par les États concernant toutes les affaires renvoyées depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
1	2008	2007/08	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
2	2008	2007/08	UNOPS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés moyennant la mise en place d'un système de marchés truqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
3	2008	2007/08	MINUS	Atteinte sexuelle	Viol et agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
4	2009	2008/09	MINUT	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite en état d'ivresse ayant fait un blessé et un mort	Une enquête a été ouverte par l'État Membre : aucune autre information n'a été communiquée	Oui	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
5	2009	2008/09	ONUCI	Contrefaçon	Détention de fausse monnaie en connaissance de cause et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
6	2009	2008/09	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
7	2009	2008/09	FNUAP	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
8	2009	2008/09	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement et utilisation frauduleuse de fonds destinés à des projets financés par des donateurs	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
9	2009	2009/10	MONUC	Contrebande	Achat illicite et contrebande de diamants non taillés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
10	2010	2009/10	Secrétariat	Vol/détention illégale d'arme à feu	Vol d'une arme à feu appartenant aux Nations Unies et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
11	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses d'indemnité au titre de l'allocation-logement de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	2 mars 2012
12	2010	2009/10	UNIFEM	Corruption/fraude	Détournement frauduleux de biens afférents à des projets des Nations Unies vers des comptes privés	Une enquête et des poursuites contre des personnes étrangères aux Nations Unies ayant un lien avec l'affaire ont été engagées par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
13	2010	2009/10	Secrétariat	Fraude aux prestations/fraude aux visas	Présentation de demandes frauduleuses de visa et d'indemnité pour charges de famille	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	6 décembre 2011, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
14	2010	2010/11	MONUC	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux 2 mars 2012
15	2010	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
16	2010	2010/11	ONUCI	Agression physique/détention illégale d'arme à feu	Agression physique et brandissement illégal d'une arme à feu	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Aucune
17	2010	2010/11	MINUT	Vol/corruption/fraude	Transfert frauduleux de fonds sur un compte privé au moyen de virements électroniques	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
18	2010	2010/11	MINUSTAH	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur : agression physique sur la personne d'un mineur	La police de l'État Membre a pris des mesures disciplinaires à l'égard de la/des personne(s) concernée(s) : les poursuites pénales ont été abandonnées par les autorités nationales.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
19	2010	2010/11	FNUAP	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
20	2011	2010/11	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
21	2011	2010/11	MINUL	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 octobre 2011
22	2011	2011/12	MANUI	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2012
23	2011	2011/12	ONUCI	Corruption/fraude	Présentation de factures de carburant frauduleuses	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012
24	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant la falsification d'ordres de paiement	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 juillet 2012
25	2012	2011/12	PNUD	Corruption/fraude	Acceptation de pots-de-vin et trucage d'une passation de marché	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 juin 2012
26	2012	2011/12	UNICEF	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 décembre 2012
27	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou



<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					soins dentaires de l'ONU				demandé des informations complémentaires, voire les deux.
28	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
29	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
30	2012	2011/12	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance soins dentaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	19 décembre 2012, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
31	2012	2011/12	PAM	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de traitements	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 décembre 2012

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
32	2012	2012/13	MINUSTAH	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
33	2012	2012/13	PNUE	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés au règlement de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
34	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
35	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
36	2012	2012/13	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement frauduleux de paiements sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	7 janvier 2013
37	2012	2012/13	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
38	2013	2012/13	MINUK	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	L'État Membre a examiné la question et confirmé qu'il	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
39	2013	2012/13	PNUD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013
40	2013	2012/13	UNRWA	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	18 avril 2013, l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
41	2013	2013/14	Secrétariat	Tentative de sollicitation de mineurs	Tentative de sollicitation de mineurs à l'aide de technologies de l'information et de moyens de communication des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Informations transmises par l'État Membre
42	2013	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
43	2013	2013/14	MINUL	Vol	Vol de pneus appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	15 janvier 2014
44	2013	2013/14	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 avril 2014, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
45	2013	2013/14	UNSOA	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
46	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande de fonds à des donateurs et détournement de ces fonds vers une société privée	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
47	2014	2013/14	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement, par la falsification de documents, de fonds des Nations Unies destinés au règlement de dépenses vers des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
48	2014	2013/14	PNUE	Corruption/fraude	Demande et réception d'avantages abusifs, financiers et autres, fournis par des donateurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 août 2014
49	2014	2013/14	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	10 septembre 2014
50	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
51	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	3 octobre 2014

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU			communiquée par l'État Membre	
52	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
53	2014	2013/14	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 octobre 2014
54	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin en échange d'informations confidentielles	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
55	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Demande de pots-de-vin à des partenaires des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
56	2014	2014/15	PNUD	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs du PNUD sur un compte privé	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
57	2014	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par l'usurpation des fonctions de fonctionnaire des Nations Unies chargé des achats	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	16 décembre 2014

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
58	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'encaissement de faux chèques et la préparation d'opérations financières irrégulières	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 juin 2017
59	2014	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par le versement frauduleux d'actifs des Nations Unies sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	8 septembre 2015
60	2014	2014/15	UNOPS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2015
61	2014	2014/15	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a recouvré l'intégralité des fonds détournés
62	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 mai 2015
63	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par l'endossement et l'encaissement de chèques établis à l'ordre de fonctionnaires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
64	2015	2014/15	MINUSS	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le versement	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	19 juin 2015

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
65	2015	2014/15	MINUSS	Fraude aux prestations	frauduleux de traitements Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	communiquée par l'État Membre Aucune information communiquée par l'État Membre	4 juin 2015
66	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016
67	2015	2014/15	ONUCI	Diffusion de contenus pédopornographiques	Diffusion d'images pornographiques mettant en scène un mineur à l'aide d'un ordinateur et d'un compte de messagerie électronique de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016
68	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies par le retrait frauduleux d'actifs destinés au règlement de fournisseurs	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
69	2015	2014/15	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Une procédure pénale a été engagée par l'État Membre. Des mesures disciplinaires ont abouti à une sanction de rétrogradation. L'ONU a informé	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juin 2016

Affaire n°	Année du renvoi	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve	Date(s) du suivi
						l'État Membre qu'elle estimait cette sanction insuffisante au regard de la gravité des faits			
70	2015	2014/15	HCR	Corruption/fraude	Détournement de fonds par l'utilisation d'un faux chèque pour retirer des fonds d'un compte bancaire des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
71	2015	2015/16	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la communication de renseignements confidentiels à un fournisseur potentiel	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
72	2015	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016
73	2015	2015/16	UNSOA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 janvier 2016, 20 mai 2016, 28 décembre 2016
74	2015	2015/16	MONUSCO	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification et la présentation à des fournisseurs potentiels de bons de commande frauduleux	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 16 mai 2016, 21 novembre 2016



<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
75	2015	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies par le versement de règlements frauduleux sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 février 2016, 13 juin 2016, 1 <sup>er</sup> février 2017
76	2015	2015/16	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles/ agression physique	Agression sexuelle et physique sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 février 2016, 28 septembre 2016, 30 janvier 2017
77	2015	2015/16	MINUL	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	24 mars 2016, 28 septembre 2016, 1 <sup>er</sup> janvier 2017
78	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude/exploitation et atteintes sexuelles	Demande et acceptation de pots-de-vin et demande de faveurs sexuelles ; agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 <sup>er</sup> février 2017
79	2016	2015/16	PNUD	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	20 avril 2016, 4 août 2016, 1 <sup>er</sup> février 2017
80	2016	2015/16	PNUE	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
81	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016, 28 septembre 2016, 23 mars 2017
82	2016	2015/16	MINUAD	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Les autorités nationales sont au fait des allégations	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	13 juin 2016, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
83	2016	2015/16	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux 8 juillet 2016, 21 novembre 2016, 28 février 2017
84	2016	2015/16	MINUSTAH	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
85	2016	2015/16	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
86	2016	2015/16	MINUSTAH	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	4 août 2016, 28 décembre 2016, 27 avril 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
87	2016	2015/16	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2016, 28 décembre 2016, 14 juillet 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
88	2016	2015/16	Secrétariat	Corruption/fraude	prestataires d'assurance maladie de l'ONU Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 14 juillet 2017
89	2016	2015/16	Secrétariat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
90	2016	2016/17	MINUL	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, 28 février 2017, 28 août 2017
91	2016	2016/17	MINUSTAH	Vol	Vol de bâtiments préfabriqués	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	21 novembre 2016, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
92	2016	2016/17	ONUCI	Corruption/fraude/vol	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des personnes désireuses de travailler pour les Nations Unies ; utilisation de fausses cartes pour voler des seaux de peinture	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 7 septembre 2017
93	2016	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui de demandes d'indemnité pour frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 décembre 2016, 23 mars 2017, 30 octobre 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
94	2016	2016/17	PNUD	Fraude aux prestations	Fraude aux prestations, fausse déclaration, falsification et fausse certification et utilisation abusive de ressources du PNUD	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1er février 2017, 31 mai 2017, 26 septembre 2017
95	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1er février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
96	2016	2016/17	MINUSS	Vol	Vols de climatiseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 <sup>er</sup> février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
97	2016	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	1 <sup>er</sup> février 2017, 31 mai 2017, 27 octobre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
98	2016	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Demande frauduleuse de fonds pour l'obtention de visas ; présentation d'une fausse habilitation pour vendre un véhicule des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 30 octobre 2017
99	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	Non	L'État Membre a indiqué qu'il n'avait pas compétence	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
100	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Acquisition et utilisation frauduleuses d'une carte d'identité diplomatique pour l'achat d'un véhicule particulier	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 15 décembre 2017
101	2016	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Demande et réception frauduleuses d'espèces versées par une banque dans le cadre d'opérations de conversion de devises du HCR	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2017, 31 mai 2017, 29 novembre 2017
102	2016	2016/17	MONUSCO	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 7 septembre 2017, 15 décembre 2017
103	2016	2016/17	FNUAP	Corruption/fraude	Collusion avec deux sociétés en vue de présenter de faux documents de passation de marché et d'orienter la décision du FNUAP	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	23 mars 2017, 14 juillet 2017, 15 décembre 2017

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
104	2016	2016/17	HCDH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
105	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018 , réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
106	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2017, 28 août 2017, 31 janvier 2018, réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
107	2017	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Réponse reçue de l'État Membre, qui a confirmé qu'il n'avait pas l'intention de prendre de mesures étant donné qu'une enquête était en cours dans un autre État Membre

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
108	2017	2016/17	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de faux documents à l'appui d'une demande de prestation	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
109	2017	2016/17	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'adultes	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	26 octobre 2018, l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
110	2017	2016/17	MONUSCO	Corruption/fraude	Fabrication de faux documents en vue de l'achat de batteries automobiles, de pneus et de fournitures de bureau	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 7 septembre 2017, 28 février 2018
111	2017	2016/17	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 12 septembre 2017, 6 février 2018
112	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre
113	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Demande de paiements illicites à des fournisseurs du PNUD	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 mai 2017, 28 août 2017, 28 février 2018
114	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
115	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
116	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
117	2017	2016/17	MANUA	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
118	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations



<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
119	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	complémentaires, voire les deux 14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
120	2017	2016/17	MINUSS	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	14 juillet 2017, 27 octobre 2017, 29 mars 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
121	2017	2016/17	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
122	2017	2016/17	ONUN	Agression	Voies de fait sur un individu et menaces au moyen d'une arme de service	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 août 2017, 29 novembre 2017, 31 mai 2018
123	2017	2016/17	PNUD	Corruption/fraude	Vol et détournement de fonds des Nations Unies	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information	28 août 2017, 31 janvier 2018 : l'ONU a été

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
124	2017	2016/17	HCR	Corruption/fraude	Envoi de fausses factures de voyage et détournement de fonds	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	communiquée par l'État Membre	informée des mesures prises par l'État Membre. 26 septembre 2017 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
125	2017	2017/18	ONUCI	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 octobre 2017, 31 janvier 2018, 13 mars 2018, 31 juillet 2018, 18 décembre 2018
126	2017	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Détournement de fonds des Nations Unies destinés à un fournisseur de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
127	2017	2017/18	Secrétariat	Vol	Vol de cartouches d'encre destinées à des imprimantes de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
128	2017	2017/18	ONU-Habitat	Corruption/fraude	Falsification de documents de l'ONU en vue de l'obtention d'une pièce d'identité de l'Organisation et d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 novembre 2017, 28 février 2018, 28 septembre 2018
129	2017	2017/18	ONUCI	Menace d'agression	Menace proférée en brandissant une arme à feu	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
130	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
131	2017	2017/18	MINUSTAH	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018
132	2017	2017/18	MINUAD	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés par la falsification de documents et l'adjudication de marchés à des sociétés associées à des membres de la famille de la/des personne(s) concernée(s)	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018, 3 décembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
133	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification de titres de voyage de l'ONU et présentation de faux documents aux autorités nationales en vue de l'obtention d'un visa	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018, 31 mai 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
134	2017	2017/18	HCR	Corruption/fraude	Corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 février 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
135	2017	2017/18	MONUSCO	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU et présentation de faux documents aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 mars 2018, 29 juin 2018, 3 janvier 2019
136	2018	2017/18	Secrétariat	Corruption/fraude	Sollicitation frauduleuse de biens de tiers	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	27 avril 2018, 31 juillet 2018, 31 janvier 2019
137	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
138	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	L'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
139	2018	2017/18	UNJSPF	Corruption/fraude/infr action liée à la drogue	Trafic et vente de stupéfiants ; falsification de documents de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019
140	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles/ corruption/fraude	Demande illicite de faveurs sexuelles ; versement d'un pot-de- vin à un fonctionnaire d'État	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 5 mars 2019, 14 juin 2019
141	2018	2017/18	PNUD	Corruption/fraude	Fraude douanière	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	29 juin 2018, 28 septembre 2018, 29 mars 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
142	2018	2017/18	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles/agression physique	Agression sexuelle sur la personne de deux mineurs ; agression physique sur la personne de deux mineurs	L'État Membre a ouvert une enquête et engagé une procédure pénale.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
143	2018	2017/18	FNUAP	Corruption/fraude	Fraude dans la passation de marchés et réception de pots-de-vin	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 juillet 2018, 5 novembre 2018, 30 avril 2019
144	2018	2017/18	UNOPS	Corruption/fraude	Extorsion à l'encontre de fonctionnaires de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 décembre 2018, 3 juin 2019
145	2018	2017/18	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 17 juin 2019
146	2018	2017/18	MINUSMA	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Une enquête a été ouverte par l'État Membre.	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
147	2018	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	28 septembre 2018, 3 janvier 2019, 3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
148	2018	2017/18	MANUA	Agression physique	Agression physique et menaces verbales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information	28 septembre 2018 : réponse reçue de l'État Membre, qui

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
								communiquée par l'État Membre	a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
149	2018	2018/19	UNOPS	Corruption/fraude	Falsification d'un document de l'ONU dans l'intention de le présenter aux autorités nationales	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019
150	2018	2018/19	MANUI	Vol	Vol de biens appartenant à l'Organisation des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	5 novembre 2018, 31 janvier 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
151	2018	2018/19	ONUN	Fraude	Fraude par l'incitation d'une tierce partie à conclure un contrat frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur un compte privé	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019
152	2018	2018/19	ONU-Habitat	Fraude	Fraude par l'incitation de tierces parties à conclure des contrats frauduleux avec l'ONU et à effectuer les paiements qui y sont associés sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
153	2018	2018/19	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	L'État Membre a engagé une procédure pénale et une procédure disciplinaire	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019 : l'ONU a été informée des mesures prises par l'État Membre.
154	2018	2018/19	HCR	Exploitation et atteintes sexuelles	Atteintes et exploitation sexuelles sur la personne d'un adulte et menaces verbales en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 janvier 2019, 29 mars 2019
155	2018	2018/19	MINUK	Vol	Divulgarion irrégulière d'informations confidentielles détenues par l'Organisation des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2019, 30 avril 2019
156	2018	2018/19	ONU-Femmes	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	31 janvier 2019, 30 avril 2019
157	2019	2018/19	Centre de services régional d'Entebbe	Fraude aux prestations	Présentation de demandes frauduleuses de remboursement de frais d'études	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	30 avril 2019
158	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude et corruption en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Affaire en cours d'examen, dans l'attente d'un suivi
159	2019	2018/19	HCR	Vol	Vol de carburant appartenant aux Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	11 juin 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
160	2019	2018/19	MINUSCA	Corruption/fraude	Demande et acceptation de pots-de-vin versés par des partenaires des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
161	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
162	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
163	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
164	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019



<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
165	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	des Nations Unies sur des comptes privés Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
166	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
167	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
168	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
169	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
170	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
171	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
172	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
173	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
174	2019	2018/19	MINUSMA	Fraude	Fraude par l'incitation d'un fournisseur de carburant des Nations Unies à gonfler les prix et par le versement frauduleux des paiements excédentaires des Nations Unies sur des comptes privés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
175	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
176	2019	2018/19	ONUN	Vol	Vol de biens à l'économat de l'ONUN	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 juin 2019
177	2019	2018/19	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	3 avril 2019 : réponse reçue de l'État Membre, qui a accusé réception du renvoi ou demandé des informations complémentaires, voire les deux
178	2019	2018/19	PNUD	Fraude	Fraude dans la passation de marchés en vue d'acquérir des	Une procédure pénale a été engagée par	Non	Aucune information	L'ONU a été informée des

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
					biens avec des fonds du PNUD et d'en tirer un avantage financier frauduleux, au bénéfice, notamment, d'une société associée à des membres de la famille de la/des personnes(s) concernée(s)	l'État Membre		communiquée par l'État Membre	mesures prises par l'État Membre.
179	2019	2018/19	MINUL	Fraude	Détournement de fonds des Nations Unies en vue de la passation de marchés et du détournement ultérieur de marchandises	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019
180	2019	2018/19	MONUSCO	Fraude aux prestations	Falsification de documents des Nations Unies et présentation de fausses demandes d'indemnité journalière de subsistance	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	17 juin 2019
181	2019	2018/19	HCR	Corruption/fraude	Fraude, corruption et extorsion en lien avec la fourniture de services humanitaires à des réfugiés	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
182	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Détournement de fonds appartenant aux Nations Unies moyennant l'établissement d'ordres de paiement frauduleux et la falsification de documents de fournisseurs	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
183	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
184	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	prestataires d'assurance maladie de l'ONU Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
185	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
186	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
187	2019	2018/19	PNUD	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
188	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés
189	2019	2018/19	ONU-Femmes	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

<i>Affaire n°</i>	<i>Année du renvoi</i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête et l'engagement de poursuites</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)</i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>	<i>Date(s) du suivi</i>
190	2019	2018/19	UNOPS	Fraude	Fraude liée à un emploi simultané par deux organismes différents des Nations Unies	Aucune information communiquée par l'État Membre	Non	Aucune information communiquée par l'État Membre	Les 3 mois à compter de la date de renvoi n'étaient pas encore écoulés

*Abréviations* : MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MONUC : Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; RSCE : Centre de services régional d'Entebbe ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MANUI : Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNIFEM : Fonds de développement des Nations Unies pour la femme ; UNJSPF : Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ; BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; MINUK : Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINUS : Mission des Nations Unies au Soudan ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUT : Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste ; ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire ; ONUN : Office des Nations Unies à Nairobi ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ; UNSOA : Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; PAM : Programme alimentaire mondial.

## Annexe II

## Notifications transmises par les États Membres au sujet d'enquêtes ou de poursuites du chef d'infractions imputées à des fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016

Numéro <sup>a</sup>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
1	2016/17	ONU-Habitat	Exploitation et atteintes sexuelles	Actes d'exploitation et atteintes sexuelles contre des mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune inculpation	Oui	Aucune information n'a été communiquée
2	2016/17	TPIR	Menace de mort	Menaces de mort écrites	Aucune information n'a été communiquée : affaire classée sans suite	Aucune	Aucune information n'a été communiquée
3	2016/17	Secrétariat	Fraude aux prestations	Envoi de demandes frauduleuses de remboursement de frais médicaux à l'un des prestataires d'assurance maladie de l'ONU	Aucune information n'a été communiquée : affaire classée sans suite	Aucune	Aucune information n'a été communiquée
4	2016/17	MINUSCA/FINUL	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Aucune	Aucune information n'a été communiquée
5	2016/17	MINUSTAH	Vol/activités de bandes organisées/détention illégale d'arme à feu	Association avec une bande organisée impliquée dans des vols de véhicules et violation d'une loi relative à la détention d'armes à feu	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
6	2016/17	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens et émission de chèques sans provision	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée

Numéro <sup>a</sup>	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) <sup>b</sup>	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
7	2016/17	MONUSCO	Trafic d'espèces menacées d'extinction	Trafic d'espèces menacées d'extinction (ivoire)	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
8	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Exploitation et atteintes sexuelles	Harcèlement sexuel à l'encontre d'un adulte ayant refusé une demande de faveurs sexuelles	L'enquête n'a abouti à aucune inculpation	Oui	Aucune information n'a été communiquée
9	2016/17	Mission des Nations Unies en Colombie	Menace d'agression physique	Menaces proférées à l'encontre d'un adulte lors d'une séparation	L'enquête n'a abouti à aucune inculpation	Oui	Aucune information n'a été communiquée
10	2016/17	BINUGBIS	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
11	2016/17	MINUL	Vol/fraude	Vol de fonds et de fraude résultant du non-paiement de dettes	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
12	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
13	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Contentieux de la paternité et non-versement de la pension alimentaire nécessaire à l'entretien d'un enfant	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
14	2016/17	MINUL	Non-paiement d'une dette	Non-versement de la pension alimentaire nécessaire à	La personne concernée a été jugée coupable	Non	Aucune information n'a été communiquée



<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
15	2016/17	MINUSS	Sédition	l'entretien d'un enfant Activités subversives, notamment la fourniture d'un appui aux forces de l'opposition	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
16	2016/17	MINUSS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
17	2016/17	MINUSS	Adultère	Liaison extraconjugale	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée
18	2016/17	MANUA	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière ayant entraîné la mort	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
19	2016/17	Département de la sûreté et de la sécurité	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
20	2016/17	MIFRTP	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle contre des mineurs	L'enquête n'a abouti à aucune inculpation	Aucune	Aucune information n'a été communiquée
21	2016/17	CCNUCC	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un adulte	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Aucune	Aucune information n'a été communiquée
22	2016/17	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
23	2016/17	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Non-respect de la priorité aux piétons et conduite sans permis	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
24	2016/17	UNITAR	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Non-respect des règles de priorité à un croisement, ayant entraîné des blessures	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
25	2016/17	UNICEF	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
26	2016/17	FINUL	Infraction liée à la drogue	Usage de drogues illicites	Enquête terminée	Non	Aucune information n'a été communiquée
27	2016/17	FINUL	Fraude/falsification	Utilisation d'un faux document du gouvernement	Abandon des poursuites	Non	Aucune information n'a été communiquée
28	2017/18	MONUSCO	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
29	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée	Non	Aucune information n'a été communiquée
30	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
31	2017/18	MONUSCO	Complicité de meurtre	Complicité de meurtre	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
32	2017/18	MONUSCO	Menace de mort	Menaces de mort	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
33	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Aucune information n'a été communiquée	Non	Aucune information n'a été communiquée
34	2017/18	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
35	2017/18	BINUGBIS	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Accident de la circulation routière ayant entraîné la mort	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
36	2017/18	MANUA	Consommation d'alcool/ agression physique	Consommation d'alcool et agression physique d'agents de police	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
37	2017/18	MINUAD	Terrorisme/atteinte à la sûreté de l'État	Terrorisme et atteinte à la sûreté de l'État	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
38	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Fraude immobilière	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) d'outrage à magistrat : poursuites pour fraude en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
39	2017/18	MINUL	Vol/fraude	Participation à la vente de biens volés	Demande retirée par le/la requérant(e)	Non	Aucune information n'a été communiquée
40	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
41	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
42	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
43	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro <sup>a</sup>	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) <sup>b</sup>	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
44	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
45	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
46	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
47	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
48	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
49	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
50	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
51	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée
52	2017/18	MINUL	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur s'est partiellement acquitté de sa dette.	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
53	2017/18	MINUSS	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Aucune information n'a été communiquée Affaire classée sans suite	Non	Aucune information n'a été communiquée
54	2017/18	HCR	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
55	2017/18	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Excès de vitesse	Jugement rendu	Oui	Aucune information n'a été communiquée
56	2017/18	FNUAP	Exploitation et atteintes sexuelles	Exploitation sexuelle d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
57	2017/18	OSASG-Chypre	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Utilisation d'un véhicule à moteur sans certificat ni vignette	Paiement d'une amende	Non	Aucune information n'a été communiquée
58	2017/18	MINUSS	Fraude	Vente frauduleuse de biens de tiers	Règlement amiable. Plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
59	2017/18	MINUSS	Atteinte à la pudeur d'une femme	Diffusion de fausses informations sur la nature d'une relation avec une femme	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
60	2017/18	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
61	2017/18	MONUSCO	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Abandon d'enfant et non-assistance à personne en danger	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
62	2017/18	MONUSCO	Violation des règles de sécurité routière	Modification de la signalisation horizontale	Inconnu	Non	Aucune information n'a été communiquée
63	2017/18	MONUSCO	Troubles à l'ordre public	Participation aux activités de milices, à des incendies	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro <sup>a</sup>	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) <sup>b</sup>	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
				criminels et à des troubles à l'ordre public			
64	2017/18	MONUSCO	Fraude	Vente frauduleuse de biens	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
65	2017/18	MONUSCO	Détention et imputation abusives	Détention et imputation abusives	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
66	2017/18	MONUSCO	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Arrestation arbitraire et imputation abusive	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
67	2017/18	UNRWA	Fraude	Faux et usage de faux	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
68	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	Inconnu	Non	Aucune information n'a été communiquée
69	2017/18	UNRWA	Contrefaçon	Contrefaçon	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
70	2017/18	UNRWA	Infraction liée à la drogue	Possession et usage de drogues illicites	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
71	2017/18	UNRWA	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite d'un véhicule à moteur causant un blessé	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
72	2017/18	MINURSO	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
73	2017/18	MONUSCO	Harcèlement sexuel	Harcèlement sexuel sur la personne d'un adulte	L'enquête n'a abouti à aucune inculpation	Non	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
74	2017/18	Secrétariat	Corruption	Réception de pots-de-vin	Enquête en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
75	2018/19	MONUSCO	Adultère	Liaison extraconjugale	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s) En appel	Non	Aucune information n'a été communiquée
76	2018/19	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
77	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
78	2018/19	MONUSCO	Fraude	Acquisition frauduleuse d'un bien	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
79	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Inconnu. Le défendeur a réglé l'intégralité de sa dette	Non	Aucune information n'a été communiquée
80	2018/19	MONUSCO	Fraude	Établissement d'un chèque sans provision	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
81	2018/19	MONUSCO	Sédition	Association illégale avec des groupes armés	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
82	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
83	2018/19	MONUSCO	Fraude	Fraude liée à l'exécution d'un projet des Nations Unies	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée

<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
84	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
85	2018/19	MONUSCO	Occupation illégale de biens	Occupation illégale de biens	Jugement rendu	Non	Aucune information n'a été communiquée
86	2018/19	MONUSCO	Harcèlement	Prise en photo non autorisée d'une personne	Règlement amiable. Plainte retirée	Non	Aucune information n'a été communiquée
87	2018/19	MONUSCO	Fraude/falsification	Vente frauduleuse de biens et utilisation de faux documents	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
88	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
89	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
90	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
91	2018/19	MONUSCO	Agression physique/fraude	Coups et blessures involontaires et non paiement de la facture d'hôpital de la victime	Règlement amiable. Plainte retirée	Oui	Aucune information n'a été communiquée
92	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
93	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
94	2018/19	MONUSCO	Agression physique	Agression physique sur la personne d'un adulte	Des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée



<i>Numéro<sup>a</sup></i>	<i>Période couverte par le rapport</i>	<i>Entité des Nations Unies</i>	<i>Type(s) d'infraction(s)</i>	<i>Résumé des allégations</i>	<i>Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires</i>	<i>Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s)<sup>b</sup></i>	<i>Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve</i>
95	2018/19	MONUSCO	Inconnu	Inconnu	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée
96	2018/19	MONUSCO	Fraude	Non-paiement d'une dette	Abandon des poursuites	Oui	Aucune information n'a été communiquée
97	2018/19	MINUSMA	Vol à main armée	Participation à un vol à main armée dans une entreprise locale	Une enquête ou des poursuites sont en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
98	2018/19	MINUAD	Exploitation et atteintes sexuelles	Viol sur la personne d'un mineur	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Oui	Aucune information n'a été communiquée
99	2018/19	Secrétariat	Détention illégale d'arme à feu	Violation d'une loi relative à la possession d'armes à feu et menaces au moyen d'une arme à feu	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
100	2018/19	Secrétariat	Infraction commise à l'aide d'un véhicule	Conduite en état d'ivresse ayant causé un accident	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
101	2018/19	UNRWA	Menace de mort	Menaces avec une arme à feu	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée
102	2018/19	Secrétariat	Agression	Agression physique sur la personne d'un adulte	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
103	2018/19	Secrétariat	Fraude	Fraude moyennant la falsification de documents n'émanant pas de l'ONU visant à	La/les personne(s) concernée(s) a/ont été jugée(s) coupable(s) et condamnée(s)	Non	Aucune information n'a été communiquée

Numéro <sup>a</sup>	Période couverte par le rapport	Entité des Nations Unies	Type(s) d'infraction(s)	Résumé des allégations	Informations reçues concernant l'état d'avancement de l'enquête, l'engagement de poursuites ou la prise de mesures disciplinaires	Présentation d'une demande de levée de l'immunité de la/des personne(s) concernée(s) <sup>b</sup>	Informations reçues concernant les obstacles relevant de la compétence ou de la preuve
104	2018/19	UNICEF	Exploitation et atteintes sexuelles	obtenir des subventions auprès des autorités locales Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Enquête en cours	Oui	Aucune information n'a été communiquée
105	2018/19	PNUD	Exploitation et atteintes sexuelles	Agression sexuelle sur la personne d'un mineur	Des poursuites sont en cours	Non	Aucune information n'a été communiquée

*Abréviations* : BINUGBIS : Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau ; CCNUCC : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ; FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; MANUA : Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan ; MIFRTP : Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux ; MINUAD : Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUL : Mission des Nations Unies au Libéria ; MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MINUSTAH : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti ; MONUSCO : Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONU-Habitat : Programme des Nations Unies pour les établissements humains ; OSASG-Chypre : Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; TPIR : Tribunal pénal international pour le Rwanda ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNITAR : Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

<sup>a</sup> D'autres affaires ont été signalées mais les États Membres concernés ne souhaitent pas qu'elles figurent dans le présent rapport.

<sup>b</sup> Lorsqu'un État Membre présente une demande de levée de l'immunité, il est procédé à un examen officiel visant à déterminer si celle-ci s'applique ou non dans l'affaire en question. On trouvera de plus amples informations sur la pratique de l'ONU en la matière dans le rapport du Secrétaire général paru sous la cote [A/63/331](#).